

1993

Réalisation par Philippe DOUGUET d'une étude intitulée « Réduire les Risques », d'une Boutique avec PES et consultation médicale, installation d'automates échangeurs de seringues, création d'un réseau de médecins avec formation aux traitements de substitution, étude sociologique départementale auprès des usagers. Ce dossier a été déposé à la DDASS de l'Hérault et adressé à de nombreux professionnels et associations concernés par la toxicomanie et le Sida.

Création de l'association Réduire les Risques, statuts déposés en Préfecture le 27/09/1993.

Organisation du colloque « Drogues : réduire les risques », à l'attention des professionnels de la santé et du social de Montpellier, avec :

Anne COPPEL : « La réduction des risques – Traitement à la Méthadone »
Jean CARPENTIER / 3Toxicomanie à l'héroïne en médecine générale et travail de réseau »

Elliot IMBERT : « Le pharmacien dans la réduction des risques : le kit Stéribox »

Marcel DANAN, Président départemental de l'ordre des médecins

Robert BRES, Conseiller municipal délégué à la toxicomanie et au Sida

Ce colloque et son suivi ont fait entrer la réduction des risques à Montpellier et contribué directement à la mise en place des kits Stéribox en pharmacies ainsi qu'à la création du Réseau Toxicomanie local. Le centre Méthadone du CHU ouvrir deux ans plus tard.

Organisation du concert « Limitons la Casse » à l'occasion de la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida à Montpellier.

1994

Action de prévention en partenariat avec Médecins Du Monde dans son Bus d'échange de seringues. Aides et Asud participent également à cette action qui est le premier programme d'envergure mené à Montpellier. Réduire Les Risques y assurera des permanences de nuit régulières et bénévoles pendant deux ans.

Poursuivant sa dynamique de Recherche-action, Réduire Les Risques anime des groupes de travail dans les locaux de Peuple et Culture à Montpellier, réunissant des médecins, des travailleurs sociaux et des usagers de drogues. Cinq projets ciblés, d'information, de formation et de prévention, seront élaborés et déposés à la DDASS de l'Hérault.

1995

Formation de médecins : « Traitements de substitution et travail en réseau », avec les Drs Bertrand LEBEAU et Patrick DE LA SELLE (25 février).

Ce séminaire, qui a accueilli 12 participants de l'Hérault et du Gard, était le premier sur ce thème dans la région. Il a été réalisé sur fonds propres, dans les locaux de Peuple et Culture.

Formation d'adultes relais : dans le cadre de notre travail de quartier, trois soirées à thèmes ont été proposées de février à mai aux résidents du quartier Figuerolles, à la Maison Pour Tous Albertine Sarrazin pour des groupes de vingt à trente personnes.
« Les soins aux toxicomanes aujourd'hui à Montpellier », avec le Dr René BAGLIONI (Attaché au CHU et responsable de MDM) et Philippe DOUGUET (Réduire Les Risque).
« Hépatites et Sida », avec le Dr Jean-Marc HAIECH (Médecin généraliste du quartier) et Franck MARCE (Coordonnateur régional de Sida Info Service).
« Toxicomanie et Sida chez la femme enceinte », avec le Dr Evelyne MAZURIER (Pédiatre CHU) et Corinne CHANAL (Sage-femme CHU et administratrice de RLR).

Grossesse et toxicomanie : soirée thématique (avec le Réseau ville hôpital) et réalisation d'un dossier pédagogique à l'attention des professionnels de la santé.

Mise en place de la structure : une première subvention d'ECS permet à l'association de louer des locaux administratifs et de préparer l'ouverture d'un lieu d'accueil.

1996

Ouverture de LA BOUTIK début février dans le quartier Figuerolles (Montpellier), avec une équipe paritaire (incluant des usagers de drogues ou ex-usagers) à raison de vingt heures par semaine. L'accueil, l'écoute, l'orientation et l'échange de seringues sont ses principales missions. Une camionnette offerte par EDF permet d'effectuer les déménagements des usagers.

Formation de médecins : deux séminaires de deux jours sont organisés en nos locaux en partenariat avec IFSAS pour des groupes de 15 et 20 participants (Forum). Méd. Continue).

»Traitements de substitution et travail en réseau » (12 et 13 janvier)
« Parentalité et usage de drogues » (9 et 10 février)

Etudes et recherche : grâce à Corinne CHANAL, Présidente de RLR et sage-femme au CHU, le travail de terrain auprès de femmes enceintes toxicomanes a été suivi d'études en collaboration avec une équipe de la Maternité.

« Etude comparative du syndrome de sevrage du nouveau-né de mère héroïnomanie en fonction du traitement de substitution pendant la grossesse ».

« Parentalité et usage de drogues : étude pour une prise en charge médico-psycho-sociale des femmes enceintes toxicomanes et de leurs enfants ».

Ce travail novateur a débouché sur la création d'un service spécialisé à la Maternité du CHU.

Actions de communication : auprès du public et de la presse, en propre ou en partenariat, RLR a poursuivi son travail militant de sensibilisation et de prévention dans le champ Drogues / Sida en organisant de nombreuses manifestations dont :

Sidaction (5 associations Place de la Comédie le 6 juin), concert au Mayflower le 11 août, à l'Antirouille le 1^{er} novembre, Journée Mondiale contre le Sida le 1^{er} décembre (18 associations réunies sous un chapiteau municipal, 6 corps étudiantes mobilisées dans 6 discothèques, concert au Rockstore...).

Création du Collectif Réduction des Risques de l'Hérault regroupant sept associations locales.

HISTORIQUE ET BILAN DE LA BOUTIK

Première partie : 1996 – 1997

Deux années dans le local rue Pierre Fermaud

Au début du mois de février 1996, Réduire Les Risques ouvrait à Montpellier, dans le quartier Figuerolles, un lieu d'accueil pour personnes toxicomanes : LA BOUTIK.

Ce service a fonctionné jusqu'en février 1998 où il a été fermé pour être transféré dans des locaux plus adaptés à sa mission. Bilan résumé de ces 24 mois.

Implantation

Elaboré en 1993/94, le projet est présenté aux habitants du quartier Figuerolles le 19 octobre 1994 au cours d'une réunion de quartier à la Maison Pour Tous Albertine Sarrazin, réunissant diverses associations (d'habitants, de locataires, de gitans, d'animation, de sports...). En février, en avril et en mai 1995, Réduire Les Risques organise trois soirées thématiques de formation à la Maison Pour Tous pour des groupes de 25 personnes (« Les soins aux toxicomanes aujourd'hui à Montpellier », « Hépatites et Sida », « Toxicomanie et Sida chez la femme enceinte »). Parallèlement, l'association tiendra une permanence d'accueil pour les toxicomanes et leurs familles de janvier à juin, dans le local de l'association des gitans sédentaires, à la Maison Pour Tous.

En septembre 1995, grâce à une subvention d'Ensemble Contre le Sida, RLR loue des locaux Boulevard Renouvier pour créer le lieu d'accueil. Mais devant l'hostilité des copropriétaires de l'immeuble, seuls les bureaux (administration et formation) pourront y élire résidence et un second local sera loué en fin d'année pour l'accueil, au cœur de Figuerolles, rue Pierre Fermaud. Notre propriétaire et voisin sera cette fois notre ambassadeur dans le quartier qui acceptera totalement cette implantation. C'est au final le fruit d'un long travail de sensibilisation, tant auprès des riverains que des toxicomanes accueillis. Nous avons, par exemple, organisé le ramassage régulier des seringues abandonnées sur la voie publique dans le quartier. Enfin, aucune plainte n'a jamais été déposée à notre encontre pendant ces deux ans, contrairement à d'autres lieux d'accueil à Montpellier.

Services mis en place

- Accueil et Ecoute des usages de drogues
- Information et Prévention / Orientation médicale et sociale
- Echange de seringues et offre de préservatifs
- Accompagnement social (démarches)
- Aide directe (chèques services, factures pharmacie, timbres fiscaux...)
- Aide au déménagement (camionnette offerte par EDF)

Fonctionnement et résultats

- Ouverture 4 H par jour du lundi au vendredi
- Fermeture week-end et fériés (pas de fermeture annuelle ni trimestrielle)
- 700 permanences tenues
- 4 500 accueils

- 40 000 seringues délivrées (3 000 / mois au dernier trimestre)
- 50 000 F. d'aide directe en faveur des usagers

N.B. Réduire les Risques ouvrira une seconde boutique, La Trev', en septembre 1997 à Vauvert (Gard), en partenariat avec la municipalité (Cf. rapports d'activité La Trev').

Deuxième partie : 1998 – 1999

1998

LA BOUTIK : pendant deux ans, les locaux administratifs étaient distants de 500 m du lieu d'accueil. Bien que subie au départ, cette séparation nous a permis en 1998 de conserver un secrétariat et notre siège social pendant les cinq mois de recherche d'une nouvelle location, véritable traversée du désert de l'association. Cette période a été mise à profit pour rechercher de nouveaux partenaires (tant pour LA BOUTIK que pour La Trev' à Vauvert) et préparer la réouverture de LA BOUTIK : recrutement, formation, recherche de locaux, ...

Situé 5, rue Fouques à Montpellier, ce local a une superficie totale de 150 m² répartis sur quatre pièces, dont une très grande pour l'accueil. Il a fallu réaliser de nombreux travaux mais ce local a le mérite de réunir le lieu d'accueil et le siège social de l'association (administration) dans une localisation quasi idéale.

L'équipe est maintenant composée d'un directeur, d'une éducatrice spécialisée, d'une infirmière, de deux agents de prévention et d'une secrétaire comptable. Une sociologue rejoindra l'équipe en fin d'année.

(Pour l'activité du lieu d'accueil et le public accueilli, Cf. Rapport d'activité 1998).

1999

La croissance de la file active, exponentielle depuis la relocalisation en 1998, se poursuit en 1999 (1 103 personnes, 6 630 passages et 16 000 seringues distribuées en 1999), avec un public au profil comparable à celui de 1998 (24 % présentent une contamination HIV et/ou HVB et/ou HVC) mais avec davantage de jeunes poly-toxicomanes en errance. Nous notons également une baisse de la fréquentation féminine, ce qui nous amènera à réserver le mercredi après-midi aux femmes, c'est-à-dire à proposer un accueil dans un contexte sans violence.

L'autre boutique de Montpellier, AXESS, fermant en août pour congés, LA BOUTIK ferme en juillet (pour congés annuels et... nécessité budgétaire). Le service d'aide alimentaire est par la suite restreint (distribution de colis alimentaires suspendue), de même que les possibilités d'accompagnement social et de soins infirmiers.

Après les événements violents survenus fin août, LA BOUTIK entame une réflexion autour du thème de la violence et de l'insécurité (Cf. dossier « La sécurité à La Boutik »).

L'année se termine sur des perspectives d'alliance avec SOS Drogue International à la demande de la Ddass de l'Hérault, du fait de la fermeture annoncée d'AXESS (gérée par SOS DI), suite aux procès intentés par ses riverains et sa copropriété.

(Pour l'activité de LA BOUTIK et le public accueilli, Cf. Rapport d'activité 1999).

2000

L'année 2000 se caractérise par la création d'une action nouvelle : l'accueil des femmes et des familles bénéficiant d'un conventionnement Ddass du 27 avril 2000.

En effet, l'accueil mixte se poursuivant au même rythme qu'en 1999 (3 000 passages de janvier à juin 2000), nous constatons que le taux de femmes accueillies baisse à 15 % et que la violence participe à cette situation (nous avons du faire appel pendant deux mois à un professionnel de la sécurité pour assurer la continuité de l'action et la tranquillité des riverains). La tentative de regroupement avec l'équipe d'Axess/SOS DI en nos locaux ayant tourné court, nous changeons de projet de service au cours de l'été pour réserver La Boutik aux femmes, avec ou sans enfants. Cette action s'est construite par étapes avec une période où le mercredi après-midi seulement leur était réservé, puis, à la demande de la Ddass, nous avons développé cette action en septembre sur la semaine entière (Axess s'étant relocalisé rue Dom Vaissette pour reprendre son activité de boutique mixte, c'est-à-dire principalement masculine).

Nous avons repéré trois profils principaux de femmes :

- jeune femme venant en couple et sollicitant les aides à la vie quotidienne, le suivi social et du matériel d'injection
- mère avec enfants à charge ou placé et sollicitant les aides à la vie quotidienne et le suivi social
- très jeune femme en errance sollicitant les aides à la vie quotidienne et du matériel d'injection

2001

2001 était la première année pleine de l'Accueil des Femmes et des familles démarré en septembre 2000. L'augmentation de la fréquentation de La Boutik en 2002 confirme le bien-fondé de cette expérimentation. Mais d'un point de vue chiffres et

statistiques, il faut considérer cette action dans la population générale des toxicomanes composée à 80 % d'hommes. Il faut aussi considérer que ces femmes qui fréquentent La Boutik viennent avec leurs enfants et parfois en couple.

Bref, ce n'est plus le travail « d'abattage » d'une boutique mixte comme nous l'avons connu pendant cinq ans. La prise en charge spécifique des femmes usagères de drogues, le suivi de la grossesse et de la naissance, la médiation familiale, la médiation tous azimuts, le soutien à la parentalité et la protection de l'enfance entraînent davantage de devoirs et supposent davantage de temps, de compétence, de formation et de partenariat. Idem avec les femmes détenues pour lesquelles de surcroît, la Maison d'arrêt est située à Nîmes.

Cependant, ces nouvelles missions ne nous éloignent pas de nos fondamentaux qui ont forgé la politique de réduction des risques, comme en témoigne le travail de notre équipe de rue. Leur intervention de prévention santé a débuté en octobre 2001. Elle est menée en centre ville par une équipe mobile de proximité (1 homme et 1 femme) auprès d'un public mixte usager de drogues (5 demi-journées par semaine, du mardi au samedi). Cette action permet de rencontrer les usagers de drogues évoluant dans la rue et les squats afin de les orienter vers le lieu d'accueil ou de se faire accompagner vers le CDAG, CSST, CHU ou médecin généraliste.

Au contraire, elles enrichissent le concept et démontrent, s'il en est encore besoin, que la Réduction des Risques est une véritable politique de Santé ; c'est-à-dire une politique de prise en charge globale des usagers de drogues, s'inscrivant dans des objectifs de Santé Publique.

2002 :

PRESENTATION DES ACTIONS :

Créée en 1993, l'Association Réduire les Risques gère depuis 1996 une « boutique¹ » offrant aux usagers de drogues² marginalisés un accueil collectif et individualisé, un programme d'échange de seringues, des services d'aide à la vie quotidienne (laverie, douche, aide alimentaire) et un suivi socio-éducatif afin d'accompagner les usagers dans leurs démarches de santé.

- 1) Pour la deuxième année consécutive, « La Boutik » se consacre à l'**Accueil des femmes et des familles**. Cet accueil est réservé aux femmes usagères de drogues, personnes en substitution ou ex-toxicomanes. Elles peuvent être reçues 5 jours par semaine avec leur(s) **enfant(s)** (un espace est prévu à cet effet) ou en **couple** (le matin sur rendez-vous).
Cette **expérimentation**, unique en France, est conventionnée par la Ddass de l'Hérault depuis avril 2000.
- 2) Conjointement, une action relais auprès des **femmes toxicomanes détenues** à la Maison d'arrêt de Nîmes (Gard) a débuté en avril 2002. Cette action s'emploie à apporter une écoute et un soutien à la personne durant son incarcération et à préparer la sortie (prévention en matière de réduction des risques, accès aux soins, logement et réinsertion).
- 3) Depuis octobre 2001, une intervention de prévention santé est menée en centre ville par une **Equipe mobile de proximité** auprès d'un public mixte usager de drogues (5 demi-journées par semaine de permanences Place de la Comédie du mardi au samedi). Cette action permet de rencontrer les usagers de drogues évoluant dans la rue et les squats et de les orienter vers le lieu d'accueils s'ils désirent entamer des démarches médico-sociales ou se faire accompagner (CDAG, SSCT, CHU, médecins généralistes, etc.).
- 4) Depuis 2002, Réduire les Risques est chargée par la Drass Languedoc-Roussillon de coordonner un **Groupe de travail inter associatif** assurant l'ensemble des permanences du travail de rue en matière de réduction des risques. Le groupe de réunit mensuellement et est composé de cinq associations : Réduire les Risques, Pasrêles, Médecins Du Monde, Axess-SOS DI et le Samu Social (ce dernier a intégré le groupe en 2003°. Réduire les Risque collecte les données, établi un rapport et réalise la plaquette d'information commune.

Les actions menées par Réduire Les Risques ne sont pas cloisonnées, elles participent d'un même programme visant à améliorer les conditions de vie des usagers de drogues (hygiène, soins, logement, lien social, parentalité, etc.) et à dispenser des messages et du matériel de prévention. Derrière l'aspect quantitatif du rapport qui suit, la froideur impersonnelle et la rigidité des files actives se cachent des femmes, des hommes, des couples, des familles aux histoires de vie fragiles, complexes, douloureuses mais aussi faites de paroles, de

larmes et de rires.
Nous dédions un ultime souvenir à une jeune femme qui fréquentait La Boutik, malheureusement décédée d'overdose en avril 2002.

¹ Cf. Dossier de présentation

² Soit 80 % d'hommes et 20 % de femmes

2003 :

1993 – 2003 : Dix ans de Réduire Les Risques

Ça méritait bien une petite fête. Ça s'est passé au RockStore, haut lieu du rock et des soirées montpelliéraines, que nous remercions chaleureusement pour leur accueil, ainsi que Les Inédits Tsiganes, Athenaïs et Ginkobiloba qui nous ont offert un beau concert de solidarité. Un concert qui nous a également permis de remplacer le lave-linge et le sèche-linge de La Boutik, haut lieu de la réduction des risques à Montpellier et rendez-vous des jeunes en errance, des « mamans toxicos » et des désespérés de la vie qui s'oublie dans les toxicomanies malgré les maladies.

2004 :

La réduction des risques est-elle soluble dans les Collectivités Territoriales ?

En 2004 la file active des femmes reçues à « La Boutik » a progressé de 12%, confirmant la tendance observée depuis la création du service « Accueil des Femmes et des Familles » à la fin de l'année 2000.

Nous constatons en particulier une augmentation du nombre de jeunes femmes en errance ainsi qu'une consommation accrue de cocaïne inscrite dans une poly consommation où l'injection des produits est toujours importante. De fait, le nombre de seringues que nous délivrons progresse nettement, alors que les traitements de substitution à l'héroïne (Méthadone et Subutex) sont en deçà des besoins.

Ce bilan pessimiste nous appelle à la vigilance quand aux risques liés à l'injection – notamment la dissémination du sida et de l'Hépatite C – et réoriente le débat sur la politique de réduction des risques et des dommages. C'est d'ailleurs au début de l'année 2004 que paraît le n°1 de « Chantiers Publics », édité par le CIRDD et issu des débats publics organisés lors de la Semaine Départementale de Prévention des Toxicomanies de novembre 2003.

Cette nécessité de débats et de prévention nous ramène inéluctablement aux contradictions de la loi de 1970 qui, en privilégiant la répression, a figé le débat et cloisonné l'usage de drogues et la toxicomanie. Aussi ces débats nous ont amenés à solliciter les collectivités territoriales et à demander à nos élus locaux d'intervenir dans un dispositif sanitaire et social défini et organisé par l'Etat. C'est, d'une part, le sens général de la décentralisation, mais c'est d'autre part un mouvement qui avance en France, à partir des territoires les plus touchés par les consommations de drogues. Les collectivités d'Ile de France, du Nord Pas de Calais et de PACA soutiennent depuis plusieurs années des actions de réduction des risques et créent leurs propres politiques de prévention.

Grâce à un financement de la Ddass de l'Hérault obtenu en 2004, notre association, en partenariat avec le CIRDD et le CFMEL, organise actuellement (mars/avril 2005) des séminaires de sensibilisation auprès des élus locaux.

Le succès de ses rencontres traduit une prise de conscience devant une situation dégradée ou l'action de l'Etat ne suffit plus. Face à la complexité des problématiques de drogues et aux urgences qu'elles génèrent, la politique de réduction des risques ne peut se contenter de mesurées et d'actions militantes.

2005 :

Une loi pour réduire les risques

« La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique (art. L 3121-5 du code de la santé publique) a, pour la première fois, permis une reconnaissance législative de la politique de réduction des risques mise en œuvre jusque là par voie de circulaire. Elle vise à définir l'objet de cette politique, à affirmer la responsabilité de l'Etat dans ce domaine et à sécuriser le statut et le financement des structures intervenant dans ce champ en les inscrivant parmi les établissements médico-sociaux (...) en tant que Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues (CAARUD) ».

le décret du 15 avril 2005 fixe le Référentiel National de réduction des risques et l'insère au code de la santé publique et enfin, le décret du 19 décembre 2005 précise les missions des CAARUD, ainsi que leurs conditions et modalités de financement, alors que l'art. 50 de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2006 prévoit le transfert de la charge de leur financement à l'Assurance maladie.

Par ces textes¹, l'Etat entend « structurer le dispositif de réduction des risques » et labelliser les établissements retenus par ses services, les Ddass et Drass. Dans cette perspective, nous avons déjà proposé à l'association Pasrêles (équipe de rue) de fusionner avec notre association (centre d'accueil), conscients qu'il fallait laisser le temps à l'idée de faire son chemin.

¹ In circulaire n° DGS/S6B/DSS/1A/DGAS/5C/2006/01 du 2 janvier 2006.

Le coup d'accélérateur a été donné en septembre par les services de l'Etat qui ont fait de cette fusion une condition de leur agrément. Il a fallu agir vite : Se rencontrer, s'écouter, négocier, amender...et conclure un traité de fusion, validé lors de l'Assemblée générale le 19 décembre 2006.

Alors je dis : « Félicitations aux deux associations et à leurs Conseils d'Administration » qui ont fait preuve de raison et de réactivité. De fait, je n'étais pas présent à cette période, ayant dû laisser, pour raisons de santé, mon poste de directeur de Réduire Les Risques au 30 juin 2005.

Mais je constate avec satisfaction que l'objectif de consolidation est sur le point d'être atteint. Il faut bien sûr rester mobilisé pour les étapes suivantes et pour concrétiser davantage cette fusion. Mais regardons l'avenir en confiance parce que cette fusion entre Pasrêles et Réduire Les Risques réunit deux associations de professionnels militants, « issues d'un même esprit communautaire et dont les missions sont complémentaires ».

Et gardons espoir dans l'avenir, le nôtre comme celui de ceux qui sont souvent en galère. En 2005, la cigogne a apporté six bébés à la Boutik. Il y a même eu deux mariages ! Elle est pas belle la vie ?